

France, la Désunion Européenne

Le 29 mai 2005, jour où la France a dit 'non' à la Constitution européenne, devait être le jour fondateur d'une nouvelle Europe. La reconstruction de l'Union sur de « nouvelles bases », celles du plan B, devait permettre de mettre à mort le Léviathan supranational, technocratique et néolibéral incarné dans la « Commission de Bruxelles », réceptacle cathartique des craintes socio-économiques de l'Hexagone. Le 'non' du 29 mai est à cet égard un révélateur du désamour entre le pays fondateur et l'Union telle qu'elle se dessine.

De cet acte de résistance, que reste-t-il aujourd'hui ? Les partisans du 'non' de gauche se divisent. Narcissisme des petites différences, querelles de personnes et appareils de partis ont mis à terre espoirs si tôt redevenus illusions. Pas si simple de réconcilier communistes, trotskystes, anarchistes, étatistes, souverainistes, alter mondialistes et antilibéraux. Le 'non' de droite quant à lui n'a jamais prétendu à l'unité. Messieurs Le Pen et De Villiers ne cachent pas leur haine réciproque. Le seul élément unificateur de cette constellation protéiforme qui s'étale de l'extrême-droite à l'extrême-gauche est le protectionnisme. Qu'il soit motivé par des raisons de « préférence nationale » ou de « protection sociale », l'ensemble du 'non' est au moins d'accord sur une chose : l'ouverture des frontières doit être combattue.

Bref, ce n'est pas de ce côté qu'il nous faut chercher un projet cohérent et fondateur. Trop occupés à se disputer la paternité de cette grande victoire à la Pyrrhus, les partisans du non ont aujourd'hui perdu toute crédibilité. Du reste, on voit mal quels États européens seraient prêts à rallier leur croisade protectionniste.

En face, les partisans du « oui », et singulièrement les principaux candidats à l'élection présidentielle, n'ont toujours pas proposé de projets concrets pour sortir l'Union européenne de l'ornière.

Ainsi, Nicolas Sarkozy adopte-t-il une posture messianique peu en phase avec la réalité politique de l'Union. Il veut sauver cette Europe des échecs, cette Europe qui ne protège pas, cette Europe qui ne vaut rien à la France. Ce faisant, il flatte le sentiment général d'euroscpticisme et se présente comme celui par qui tout arrivera. Hélas pour lui, non seulement sa présentation des succès et des échecs de l'Europe est largement biaisée mais, bien plus, le temps où le Président Français pouvait décider seul – avec son alter ego Allemand – de l'orientation générale de la construction européenne est bel et bien révolu. Douze ans de Chiraquisme et un élargissement à l'Est mal préparé sont passés par là et ont réduit à peau de chagrin l'influence de la France dans l'Union.

Ségolène Royal est, quant à elle, à peu près inexistante sur le terrain européen. Tout au plus l'entend-on répéter, avec d'autres, que la Banque Centrale Européenne, dans sa lutte aveugle contre l'inflation, est une des causes du taux de chômage français et de la « vie chère » contraire à l'ordre juste qu'elle souhaite instaurer. Tout d'abord, constatons que l'objectif unique de la BCE de lutte contre l'inflation a été fixé par le Traité de Maastricht, Traité négocié par le gouvernement français et ratifié par référendum. Du reste, imaginer un seul instant que l'Allemagne accepterait de revenir sur l'indépendance de la BCE démontre à quel point la candidate se berce d'illusions politiques. Plus grave sans doute, l'illusion économique sévit également dans son chef puisque, avec la même BCE et la même politique monétaire, d'autres pays européens s'en sortent bien. Autrement dit, la solution aux problèmes économiques français n'est peut-être pas tant à chercher du côté de Francfort que de Paris...

François Bayrou, enfin, est sans doute le candidat dont l'engagement européen est le plus affirmé.

Son projet consiste à refonder l'Europe autour d'un groupe restreint d'États - ceux de la zone euro - désirant aller plus loin et plus vite, notamment sur les questions de recherche et de défense. Si le projet est séduisant, il semble omettre que cette volonté fédéraliste n'est pas partagée par l'ensemble des pays de la zone euro. Ainsi, les Pays-Bas ont, d'après un sondage eurobaromètre, voté 'non' à la Constitution en grande partie par crainte de se voir déposséder de leur souveraineté nationale. Aussi profondes et sincères que soient les convictions de M. Bayrou, il ne nous explique toutefois pas concrètement comment il compte dépasser cet écueil.

On le voit donc, quand la France a la gueule de bois, c'est toute l'Union qui a mal à la tête. A l'heure actuelle, dans de nombreux dossiers, qu'il s'agisse des questions institutionnelles ou de la politique agricole commune, la France est désormais un frein plus qu'un moteur à l'intégration. L'analyse des propositions des différents candidats à la présidentielle dévoile d'ailleurs la réalité d'un euroscepticisme galopant. La France doit donc s'interroger sérieusement sur son engagement européen, faute de quoi aucune solution ne sera trouvée. Face à la montée en puissance de pays émergents - comme l'Inde, la Chine ou le Brésil - les partenaires européens de la France risquent d'adopter des solutions économiquement radicales pour faire face aux enjeux de demain. Paradoxalement, le 'non' français, qui avait notamment pour objectif de rejeter le « libéralisme » réel ou supposé de l'Union, pourrait donc bien la pousser encore plus dans cette voie faute d'une alternative crédible et étayée.